



**Copie qui sera publiée aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**

Réservé
au
Moniteur
belge



15029102

TRIBUNAL DE COMMERCE

11 FEV. 2015

GREFFE

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 23/02/2015 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 448.916.295

Dénomination

(en entier) : **G&H**

Forme juridique : SPRL

Siège : 1380 Lasne, Chaussée de Louvain 490

Objet de l'acte : Adoption de nouveaux statuts - nomination

Il résulte d'un procès-verbal dressé par Maître Liliane PANNEELS, notaire associée à Woluwe-Saint-Pierre le 19 décembre 2014, "enregistré au bureau d'enregistrement BRUXELLES V-AA le vingt-trois décembre deux mille quatorze (23-12-2014), Référence 5 Volume 042 Folio 073 Case 0012, Droits perçus: cinquante euros (€ 50,00), Le receveur", que s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société privée à responsabilité limitée "G&H", ayant son siège social à Lasne, Chaussée de Louvain 490, identifiée sous le numéro d'entreprise TVA BE 448.916.295 RPM Nivelles

Société constituée sous forme d'une SPRL aux termes d'un acte reçu par le notaire Liliane Panneels, précitée le 21 décembre 1992, dont un extrait a été publié aux annexes au Moniteur belge le 15 janvier suivant, sous le numéro 930115-115.

Société transformée en société anonyme aux termes d'un acte reçu par le notaire Paul-Emile Brohée à Woluwe-Saint-Pierre le 29 mars 1996 dont un extrait a été publié aux annexes au Moniteur belge le 30 avril suivant, sous le numéro 960430-160.

Société transformée à nouveau en SPRL aux termes d'un acte reçu par le notaire Luc Vansteenkiste à Woluwe-Saint-Lambert le 28 juin 2001, dont un extrait a été publié aux annexes au Moniteur belge le 27 juillet suivant, sous le numéro 20010727-32 avec adoption de statuts en Néerlandais suite au transfert du siège à Wezembeek-Oppeem.

L'assemblée générale avait pour ordre du jour :

1. Le gérant de la société peut également être une personne morale et dès lors modification de l'article 12 des statuts

2. Adoption d'un nouveau texte en français de statuts qui remplaceront les statuts Néerlandais suite au transfert récent du siège de la Flandre vers la Wallonie

3. Démission - nomination gérant

Les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité :

PREMIERE RESOLUTION : - MODIFICATION DES STATUTS

L'assemblée décide qu'une personne morale peut également être gérant de la société et dès lors l'article 12 des statuts sera adapté en conséquence.

DEUXIEME RESOLUTION : - ADOPTION DE NOUVEAUX STATUTS

Comme conséquence de la résolution qui précède et en raison du transfert du siège de la Flandre vers la Wallonie, publié aux annexes au Moniteur Belge du 9 décembre 2014 sous le numéro 0219482 l'assemblée décide d'adopter un nouveau texte en français de statuts qui remplaceront les statuts Néerlandais, en respectant l'esprit des statuts d'origine.

Les statuts sont libellés comme suit:

STATUTS

TITRE PREMIER - CARACTÈRE DE LA SOCIÉTÉ.

ARTICLE PREMIER - DÉNOMINATION.

La société est constituée sous forme de société privée à responsabilité limitée.

Elle est dénommée "G & H".

La dénomination doit dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de la société, être précédée ou suivie immédiatement de la mention "société privée à responsabilité limitée" ou des initiales "SPRL", reproduite lisiblement.

Elle doit en outre, être accompagnée de l'indication précise du siège social de la société, ainsi que du numéro d'entreprise et du siège du tribunal de commerce duquel est ressort.

ARTICLE DEUX - SIÈGE SOCIAL.

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

Le siège social est établi à Lasne, Chaussée de Louvain 490.

Le siège social peut être transféré en tout endroit de Belgique par simple décision du gérant qui veillera à la publication à l'Annexe au Moniteur belge de tout changement du siège social.

La société peut par simple décision du gérant établir des sièges administratifs, des succursales, agences ou dépôts, partout où elle le juge utile, en Belgique et à l'étranger. Le gérant devra toutefois tenir compte de la législation linguistique concernant les sièges d'exploitation et le siège social, au cas où il désirerait transférer le siège social.

ARTICLE TROIS - OBJET.

La société a pour objet : l'import, l'export, d'achat, la vente, la distribution, le commerce en gros et en détail de toutes les pièces, moteurs, outils, machines agricoles, équipement pour travaux publics et autre gros outillage et machines, outils mécaniques, électronique, et informatique et en général toutes sortes d'équipement.

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou qui est de nature de faciliter la réalisation de son objet directement ou indirectement, entièrement ou en partie.

Elle peut s'intéresser par toutes voies, (apport, fusion, souscription...) dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, similaire ou connexe ou sien et sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, se procurer des matières premières ou de favoriser l'écoulement de ses produits

ARTICLE QUATRE - DURÉE.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Outre les clauses relatives à la dissolution légale, la société ne peut être dissoute que par décision de l'assemblée générale, statuant dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts.

TITRE DEUX - CAPITAL SOCIAL.

ARTICLE CINQ - CAPITAL.

Le capital est fixé à dix-huit mille six cents euros (18.600,00€)

Il est représenté par sept cent cinquante (750) parts sociales, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1/ 750ème de l'avoir social.

ARTICLE SIX - NATURE DES PARTS SOCIALES.

Les parts sociales sont nominatives. Elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des parts sociales, tenu au siège social ; ce registre contiendra la désignation précise de chaque associé, du nombre de parts lui appartenant, ainsi que l'indication des versements effectués. Les titulaires de parts ou d'obligations peuvent prendre connaissance de ce registre relatif à leurs titres. Tout tiers intéressé peut également prendre connaissance de ce registre, sans déplacement de celui-ci et moyennant une demande écrite adressée à la gérance qui précisera les modalités de cette consultation.

Les transferts ou transmissions de parts sont inscrits dans ledit registre, datés et signés par le cédant et le cessionnaire dans le cas de cession entre vifs, et par le gérant et le bénéficiaire dans le cas de transmission pour cause de mort.

Les cessions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans le registre des parts. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux titulaires des titres.

ARTICLE SEPT - INDIVISIBILITE DES TITRES.

Les parts sociales sont indivisibles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, l'exercice des droits y afférents sera suspendu jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant propriétaire de cette part à l'égard de la société.

Les droits afférents aux parts sociales seront, à défaut de convention contraire, exercés par l'usufruitier.

ARTICLE HUIT - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS.

A. CESSION ENTRE VIFS ET TRANSMISSION DES PARTS AU CAS OU LA SOCIETE NE COMPREND QU'UN ASSOCIE.

a) La cession entre vifs.

Si la société ne comprend qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il l'entend.

b) La transmission pour cause de mort.

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernières volontés concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation, pour lesdites parts sociales, de désigner un mandataire; en cas de désaccord, le mandataire sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce du lieu où la société a son siège social, siégeant en référé à la requête de la partie la plus diligente.

A défaut de désignation d'un mandataire spécial, l'exercice des droits afférents aux parts sociales non proportionnellement partageables sera suspendu.

Par dérogation à ce qui précède, celui qui hérite de l'usufruit des parts d'un associé unique exerce les droits attachés à celles-ci.

B. CESSION ENTRE VIFS ET TRANSMISSION DES PARTS AU CAS OU LA SOCIETE COMPREND PLUSIEURS ASSOCIES.

La cession entre vifs ou la transmission pour cause de mort des parts d'un associé est soumise, à peine de nullité, à l'agrément:

a) de l'autre associé, si la société ne compte que deux associés au moment de la cession ou de la transmission;

b) si la société compte plus de deux associés, de la moitié au moins des associés qui possèdent les trois/quarts au moins des parts sociales autres que celles cédées ou transmises.

Toutefois, cet agrément ne sera pas requis en cas de cession ou de transmission s'opérant au profit d'un associé, de son conjoint, de ses ascendants ou descendants en ligne directe.

En cas de refus d'agrément d'une cession entre vifs ou d'une transmission pour cause de mort, il sera référé aux dispositions des articles 251 et 252 du Code des Sociétés.

TITRE TROIS - GERANCE ET CONTROLE.

ARTICLE NEUF - GERANCE.

La gérance de la société est confiée à un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou personnes morales, associés ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérant de la société, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de cette personne morale.

ARTICLE DIX - POUVOIRS.

En cas de pluralité de gérants, chacun des gérants agissant séparément a pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Ils peuvent représenter la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant soit en défendant.

Agissant conjointement, les gérants peuvent déléguer certains pouvoirs pour des fins déterminées à telles personnes que bon leur semble.

S'il n'y a qu'un seul gérant, il exercera seul les pouvoirs conférés ci-avant et pourra conférer les mêmes délégations.

ARTICLE ONZE - CONTROLE.

Chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle d'un commissaire tant que la société ne sera pas astreinte à désigner, conformément à la loi, un commissaire.

TITRE QUATRE - ASSEMBLEE GENERALE.

ARTICLE DOUZE - REUNION.

Il est tenu une assemblée générale ordinaire chaque année le dernier lundi du mois de mai à 18.00 heures. Si ce jour était férié, l'assemblée se réunit le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Le ou les gérants peuvent convoquer l'assemblée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Toute assemblée générale se tient au siège social de la société ou en tout autre endroit mentionné dans les avis de convocation.

Toutes les parts sociales étant nominatives, les convocations contenant l'ordre du jour, se font par lettres recommandées, lesquelles seront adressées, quinze jours avant l'assemblée, aux associés, aux gérants et, le cas échéant, aux commissaires.

Une copie des documents qui doivent être mis à la disposition des associés, des gérants et, le cas échéant, des commissaires en vertu du Code des Sociétés, leur est adressée en même temps que la convocation.

Tout associé, gérant ou commissaire qui assiste à une assemblée générale ou s'y est fait représenter est considéré comme ayant été régulièrement convoqué. Un associé, gérant ou commissaire peut également renoncer d'une part à être convoqué et d'autre part à se plaindre de l'absence ou d'une irrégularité de convocation avant ou après la tenue de l'assemblée à laquelle il n'a pas assisté.

ARTICLE TREIZE - NOMBRE DE VOIX.

a) En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut voter par lui-même ou par mandataire, associé ou non.

Le vote peut également être émis par écrit. Chaque part ne confère qu'une seule voix. L'associé qui possède plusieurs parts sociales dispose d'un nombre de voix égal à celui de ses parts.

b) En cas d'associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale et il ne peut les déléguer.

ARTICLE QUATORZE - DELIBERATION.

Aucune assemblée ne peut délibérer sur un sujet qui n'est pas annoncé à l'ordre du jour, à moins que toutes les personnes devant être convoquées, soient présentes ou représentées, que la procuration l'autorise, et que l'unanimité des voix s'y est résolue.

ARTICLE QUINZE - PROCES-VERBAL.

En cas de pluralité d'associés, le procès-verbal de l'assemblée générale est signé par tous les associés présents et en cas d'associé unique par ce dernier.

Le procès-verbal de l'assemblée générale est consigné dans un registre tenu au siège social.

Les expéditions ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un gérant.

TITRE CINQ - EXERCICE SOCIAL - DISTRIBUTION.

ARTICLE SEIZE - EXERCICE SOCIAL.

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année. Les écritures sociales sont établies et publiées conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE DIX-SEPT - DISTRIBUTION.

Le bénéfice net de l'exercice est déterminé conformément aux dispositions légales.

Volet B - Suite

Sur le bénéfice net il est fait annuellement un prélèvement d'un/vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve. Le prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

Le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'assemblée générale statuant à la majorité des voix sur proposition du ou des gérant(s).

TITRE SIX - DISSOLUTION - LIQUIDATION.

ARTICLE DIX-HUIT - DISSOLUTION.

Outre les causes de dissolution légales, la société ne peut être dissoute que par décision de l'assemblée générale, statuant dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts.

En cas de liquidation, celle-ci s'opère par les soins du ou des gérant(s) en fonction à cette époque ou par les soins d'un ou plusieurs liquidateur(s), nommé(s) par l'assemblée générale, et cela suite à une décision de l'assemblée.

Le(s) liquidateur(s) dispose(nt) à cette fin des pouvoirs les plus étendus conférés par les articles 186 et suivants du Code des Sociétés.

L'assemblée générale détermine le cas échéant les émoluments du ou des liquidateur(s).

ARTICLE DIX-NEUF - DROIT COMMUN.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, il est expressément référé aux dispositions du Code des Sociétés.

ARTICLE VINGT - ELECTION DE DOMICILE.

Tous les associés, gérants et liquidateurs, qui ont leur domicile à l'étranger font élection de domicile au siège de la société, où toutes significations, notifications et convocations peuvent leur être adressées concernant les affaires de la société.

3. TROISIEME RESOLUTION - DEMISSION - NOMINATION

L'assemblée a pris acte de la démission de sa fonction de gérant prenant effet ce jour de Monsieur GOURARA Rachid (numéro national 55.08.14-279.34), domicilié à 1160 Auderghem, Pkace Communale 15 b6.

Il leur sera donné décharge pour l'exercice de sa fonction lors de la prochaine assemblée ordinaire qui approuve les comptes annuels.

L'assemblée décide de nommer comme nouveau gérant unique à partir de ce jour, la SPRL ADVISEXPORT, ayant son siège sociale à 6464 Chimay (Forges), rue Roger de Keyser 101, RPM 0567.976.273, qui a désigné comme représentant permanent Monsieur COWEZ Nicolas Yves Alain, né à Chimay le dix octobre mil neuf cent septante-sept, (N.N. 77.10.10-311.09), célibataire, domiciliée à 1130 Bruxelles, Rue du Biplan 21.

Pour extrait analytique conforme

Notaire Liliane PANNEELS

Est déposé en même temps :

-une expédition du procès-verbal du 19 décembre 2014

-la coordination des statuts

